COMPTE RENDU DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA CCPH DU MERCREDI 1^{ER} OCTOBRE 2014

L'an deux mille quatorze, le 1^{er} octobre, à vingt heures trente minutes, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays Houdanais légalement convoqué, s'est réuni au Foyer Rural à Tacoignières, sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques MANSAT.

Date de la convocation : 23/09/2014

Date d'affichage : 23/09/2014

Nbre de conseillers en exercice : 43

Ouverture de la séance :

Nbre de présents : 35

33 Titulaires, 2 Suppléants

Nbre de pouvoirs : 0

Nbre votants : 35

Étaient présents : M. FEREDIE délégué titulaire, M. NEDELLEC, délégué suppléant, M. MAILLER, Mme ELOY, M. GEFFROY, M. PELARD Jacques, Mme JEAN, M. BARON, M. ASTIER, M. GILARD, M. CADOT, M. BAUDOT, M. BERTRAND, M. DUVAL Guy, M. TETART, Mme BUON, M. VEILLE, M. STEIN, M. TONDU, M. BAZIRE, M. DUVAL Georges, M. DE BROISSIA, Mme BACOU, Mme HOURSON, M. MYOTTE, Mme COURTY, M. EL FADL, M. MARMIN, M. SANDRIN, délégués titulaires, M. PENVERN, délégué suppléant, M. VAN DER WOERD, M. MANSAT, Mme WHITEWAY, M. JEAN, délégués titulaires

Monsieur le Président ouvre la séance en rendant hommage à M. Le Roux, maire du Tartre Gaudran décédé le 27 juillet dernier et à M. Aubert, ancien maire de Civry la Forêt, Président de l'Office de Tourisme du Pays Houdanais et du SIERO, décédé le 30 septembre dernier et dont les obsèques se dérouleront le 3 octobre prochain.

Il demande à l'assemblée d'observer une minute de silence en leur mémoire.

APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU 3 JUILLET 2014

Monsieur le Président soumet ensuite le compte-rendu de la séance du 3 juillet 2014 à l'approbation des conseillers. Aucune observation n'étant formulée, ce compte-rendu est approuvé à l'unanimité.

1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1.1 CONVENTION DE SURVEILLANCE FONCIERE SAFER – EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION

M. le Président rappelle que la CC Pays Houdanais a signé une convention avec la SAFER Ile-de-France, établissement public dont les missions sont définies par le Code Rural : principalement protéger les espaces naturels et ruraux, veiller à la non perturbation du marché foncier local et empêcher l'utilisation de terrains de façon non conforme aux documents d'urbanisme.

Cette convention prévoit :

- la transmission des informations relatives aux transactions foncières projetées sur le territoire de la CC Pays Houdanais (Déclaration d'Intention d'Aliéner, DIA), pour les zones naturelles et agricoles classées dans les documents d'urbanisme,
- l'exercice par la SAFER de son droit de préemption sur certaines parcelles, pour le compte de la CCPH

Dans ce cadre, les communes de Courgent et d'Orvilliers, informées d'une transaction foncière projetée sur leur territoire, souhaitent se porter acquéreurs.

Sur la commune de Courgent : il s'agit de la parcelle cadastrée n° A0453, d'une superficie de 2 445 m², en zone N, située aux Grouettes. La commune ne disposant pas de foncier communal veut acquérir cette parcelle pour en faire un jardin pédagogique et familial, projet qui s'inscrit dans sa démarche de protection de l'environnement, de développement écologique et pédagogique.

Ce terrain est situé à 500 m de l'école, il constituerait un outil pédagogique visant à permettre aux enfants la découverte de la nature et à éveiller leur respect de l'environnement, de la biodiversité des enfants. L'inspection académique a déjà été associée à la mise en place de ce projet.

Le prix de la transaction est de 40 000 € auquel s'ajouteront des frais d'acquisition (notaires, géomètre etc..) et la rémunération de la SAFER : 11 % du prix de cession

La SAFER a exercé son droit de préemption à un prix révisé à 11 000 €. Le propriétaire a 6 mois pour accepter ce prix ou retirer son bien de la vente.

S'il l'accepte la commune de Courgent devra répondre à l'appel à candidatures.

La commune d'Orvilliers souhaite pour sa part, acquérir la parcelle A 0186, d'une superficie de 1,6 ha, en zone A, située à la fontaine saint Martin.

Cette acquisition vise à conserver à cette parcelle sa vocation d'espace naturel au centre de la commune pour en faire un lieu de rencontre intergénérationnel en y aménageant notamment un parcours « nature » et des jeux de plein air.

Le prix de la transaction est de : 8 500 € auquel s'ajouteront des frais d'acquisition (notaires, éviction, géomètre etc..) et la rémunération de la SAFER : 11 % du prix de cession

La SAFER a exercé son droit de préemption à ce prix et l'appel à candidatures a été lancé par la SAFER auquel la commune s'est portée candidate.

La CC aura à assurer le pré-financement de l'acquisition à la SAFER.

Dès que l'acquisition sera faite par la SAFER, elle rétrocédera à la commune et remboursera à la CC son pré-financement. A cet effet, des crédits devront être ouverts en section d'investissement en dépenses et en recettes

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité les délibérations suivantes :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le code de l'urbanisme,

Vu l'arrêté inter-préfectoral en date du 23 et 30 décembre 1997, portant création de la Communauté de Communes du Pays Houdanais,

Vu les compétences économiques, environnementales et d'aménagement du territoire de la Communauté de Communes du Pays Houdanais,

Vu le droit de préemption dont dispose la SAFER Ile-de-France sur les espaces naturels et agricoles d'Ile-de-France,

Vu le Plan d'Occupation des Sols (POS) de la commune de Courgent,

Vu sa délibération n° 1/2011 du 17 janvier 2011 adoptant la charte paysagère du Pays Houdanais et le programme d'actions qu'elle définit et décidant d'adhérer à la Charte régionale de la biodiversité et des milieux naturels de la région Ile de France

Vu la convention de surveillance et d'intervention foncière signée le 18 juin 2013 avec la SAFER Ile-de-France,

permettant à la Communauté de Communes du Pays Houdanais d'être informée des transactions foncières futures sur le territoire communautaire situé dans les Yvelines et d'acquérir éventuellement pour son compte les biens concernés par exercice de droit de préemption,

Vu l'information transmise par la SAFER à la CC Pays Houdanais, dans le cadre de cette convention

CCPH /SAFER Ile-de-France, d'une transaction foncière projetée sur la parcelle n° A0453, d'une superficie de 2 445 m² parcelle sise en zone N du POS de la commune de Courgent,

Considérant que la commune de Courgent exprime sa volonté d'acquérir la parcelle cadastrée n° A0453 d'une superficie de 2 445 m², en zone N, située aux Grouettes, afin de créer un jardin pédagogique et familial,

Considérant que la commune de Courgent ne dispose pas de foncier communal pour réaliser des projets d'intérêt général,

Considérant que cette parcelle est située sur le site de la Vaucouleurs, dans un corridor du Schéma Régional de Cohérence Ecologique,

Considérant que ce projet de jardin pédagogique s'inscrit dans la démarche de protection de l'environnement, de développement écologique et pédagogique et qu'il a pour vocation de préserver le cadre naturel de cette parcelle notamment les arbres qui y sont plantés,

Considérant que cette parcelle est située à proximité de l'école et constituerait un outil pédagogique pour la découverte de la biodiversité, la protection de l'environnement, l'éducation manuelle et psychomotrice au travers du maniement des outils de jardinage mais également au travers des plantations et récoltes, l'apprentissage scientifique : la biologie, l'écologie, les mathématiques, la météorologie, et la nutrition,

Considérant que ce jardin sera également mis à disposition des habitants, ce qui en fera un lieu d'échanges intergénérationnels,

Considérant que la CC Pays Houdanais considère que ce projet répond à ses objectifs de préservation de la biodiversité et des espaces naturels,

Considérant que le prix de la transaction projetée de la parcelle n° A0453 sur laquelle l'exercice du droit de préemption de la SAFER peut s'exercer, est de 40 000 €,

Considérant que ce prix est considéré comme inadapté pour une parcelle classée en zone N,

ARTICLE 1 : Demande à la SAFER Ile de France d'exercer le droit de préemption, prévu dans la convention de surveillance foncière CCPH/SAFER signée le 18 juin 2013, pour le compte de la CC Pays Houdanais et de se porter acquéreur de la parcelle n° A0453 située à Courgent, d'une superficie de 2 445 m², pour que la commune de Courgent puisse créer un jardin pédagogique et familial,

ARTICLE 2 : Demande à la SAFER de préempter, au prix maximal de 11 000 € et donc qu'elle intervienne en révision du prix de 40 000 €,

ARTICLE 3 : DIT qu'à l'issue de la procédure d'exercice du droit de préemption de la SAFER lorsque cette dernière attribuera le terrain, après examen par une commission technique, la commune de Courgent se portera candidate à cette acquisition,

ARTICLE 4 : DIT que la CC Pays Houdanais assurera à la SAFER le pré-financement de l'acquisition de cette parcelle et les frais afférents, conformément à la convention de surveillance foncière CCPH/SAFER, pré-financement qui lui sera remboursé par la SAFER dès que la commune de Courgent aura réalisé l'acquisition

ARTICLE 5 : AUTORISE M. le Président à signer tout acte utile à l'exercice du droit de préemption de la SAFER Ile de France sur la parcelle cadastrée n° A0453 au POS de la commune de Courgent

ARTICLE 6 : Dit que les crédits nécessaires à l'exercice de cette demande d'exercice de droit de préemption seront inscrits par décision modificative au BP 2014.

Et

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le code de l'urbanisme,

Vu l'arrêté inter-préfectoral en date du 23 et 30 décembre 1997, portant création de la Communauté de Communes du Pays Houdanais,

Vu les compétences économiques, environnementales et d'aménagement du territoire de la Communauté de Communes du Pays Houdanais,

Vu le droit de préemption dont dispose la SAFER Ile-de-France sur les espaces naturels et agricoles d'Ile-de-France,

Vu le Plan d'Occupation des Sols (POS) de la commune de Courgent,

Vu sa délibération n° 1/2011 du 17 janvier 2011 adoptant la charte paysagère du Pays Houdanais et le programme d'actions qu'elle définit et décidant d'adhérer à la Charte régionale de la biodiversité et des milieux naturels de la région Ile de France

Vu la convention de surveillance et d'intervention foncière signée le 18 juin 2013 avec la SAFER Ile-de-France,

permettant à la Communauté de Communes du Pays Houdanais d'être informée des transactions foncières futures sur le territoire communautaire situé dans les Yvelines et d'acquérir éventuellement pour son compte les biens concernés par exercice de droit de préemption,

Vu l'information transmise par la SAFER à la CC Pays Houdanais, dans le cadre de cette convention

CCPH /SAFER Ile-de-France, d'une transaction foncière projetée sur la parcelle n° A0186, d'une superficie de 1,6065 ha, parcelle sise en zone A du PLU de la commune d'Orvilliers,

Considérant que la commune d'Orvilliers exprime sa volonté d'acquérir la parcelle cadastrée n° A0186 d'une superficie de 1,6065 ha, en zone A, située au lieu-dit « la fontaine saint Martin » afin de lui conserver sa vocation d'espace naturel au centre de la commune,

Considérant que la commune d'Orvilliers souhaite réaliser sur ce terrain un parcours nature avec des aires de jeux où les habitants pourraient se retrouver et faire ainsi de ce lieu, un espace de rencontre intergénérationnel

Considérant que la CC Pays Houdanais considère que ce projet répond à ses objectifs de préservation de la biodiversité et des espaces naturels,

Considérant que le prix de la transaction projetée de la parcelle n° A0186 sur laquelle l'exercice du droit de préemption de la SAFER peut s'exercer, est de 8 500 €,

ARTICLE 1 : *Demande à la SAFER Ile de France d'exercer le droit de préemption, prévu dans la convention de surveillance foncière CCPH/SAFER signée le 18 juin 2013, pour le compte de la CC Pays Houdanais et de se porter acquéreur de la parcelle n° A0186 située à Orvilliers, d'une superficie de 1,6065 ha, pour que la commune d'Orvilliers puisse y réaliser un parcours nature et créer un espace intergénérationnel et conserver ainsi un espace naturel au centre de la commune,*

ARTICLE 2 : *Demande à la SAFER de préempter, au prix maximal de 8 500 €,*

ARTICLE 3 : *DIT qu'à l'issue de la procédure d'exercice du droit de préemption de la SAFER lorsque cette dernière attribuera le terrain, après examen par une commission technique, la commune d'Orvilliers se portera candidate à cette acquisition,*

ARTICLE 4 : *DIT que la CC Pays Houdanais assurera à la SAFER le préfinancement de l'acquisition de cette parcelle et les frais afférents, conformément à la convention de surveillance foncière CCPH/SAFER, préfinancement qui lui sera remboursé par la SAFER dès que la commune d'Orvilliers aura réalisé l'acquisition*

ARTICLE 5 : *AUTORISE M. le Président à signer tout acte utile à l'exercice du droit de préemption de la SAFER Ile de France sur la parcelle cadastrée n° A0186 au PLU de la commune d'Orvilliers*

ARTICLE 6 : *Dit que les crédits nécessaires à l'exercice de cette demande d'exercice de droit de préemption seront inscrits par décision modificative au BP 2014.*

1.2 ADHESION A L'AGENCE D'INGENIER'Y DEPARTEMENTALE 78

Le Conseil Général des Yvelines a officialisé, le 19 juin dernier, le lancement de l'agence départementale Ingénier'Y', qui propose aux établissements publics intercommunaux adhérents une assistance dans les domaines technique, financier et juridique.

Elle a vocation à entreprendre toutes études, recherches, démarches et réalisations permettant d'atteindre son objectif. Elle a aussi vocation, en tant qu'assistance à maîtrise d'ouvrage ou maître d'ouvrage délégué, à réaliser ou faire réaliser, pour le compte de ses adhérents, des études et/ou des travaux dans le cadre notamment d'opérations d'aménagement, de travaux de voirie et réseaux divers, de travaux d'eau et d'assainissement, de construction de logements et de construction d'équipements publics.

Afin de bénéficier de ces services, il est proposé au conseil communautaire d'adhérer à l'Agence d'ingénierie départementale – Ingénier'Y'.

Le montant de l'adhésion n'est pas encore arrêté par l'Agence, il pourrait se situer à environ 1€/habitant.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité la délibération suivante :

¶ Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5511-1, qui dispose que « le département, des communes et des établissements publics intercommunaux peuvent créer entre eux un établissement public dénommé agence départementale. Cette agence est chargée d'apporter aux collectivités territoriales et aux établissements publics intercommunaux du département qui le demandent, une assistance d'ordre technique, juridique ou financier, »

Vu les statuts de la communauté de communes du Pays Houdanais,

Vu la délibération du Conseil Général des Yvelines du 23 mai 2014 portant création de l'Agence d'Ingénier'Y Départementale,

Vu les statuts de l'Agence d'Ingénier'Y Départementale adoptés le 11 juillet 2014 par le Conseil Général, notamment son article 5 qui stipule « Toute Commune, tout Etablissement Public Intercommunal ou Mixte du Département peut demander son adhésion à l'Agence »,

Considérant que cet établissement est cogéré par le conseil général des Yvelines et les maires des Yvelines et que le siège de cette Agence est fixé au 3 rue de Fontenay 78000 VERSAILLES

Considérant que l'adhésion de la CC Pays Houdanais à cette agence lui permettrait de bénéficier d'une assistance dans les domaines technique, financier et juridique,

Article 1 : *Décide d'adhérer à l'Agence d'Ingénier'Y Départementale 78,*

Article 2 : *Approuve les statuts de l'agence, joints en annexe*

2. VOIRIE

2.1 TRIENNAL 2012/2014 : DEMANDE DE SUBVENTION – CONVENTION DE MANDAT

Mme Eloy précise que dans le cadre du programme triennal 2012-2014, le Conseil Communautaire a réservé au BP 2014 une enveloppe prévisionnelle de 231 744,00 € pour les communes réalisant des travaux d'enfouissement de réseaux et/ou d'aménagements de trottoirs, le long de RPH nécessitant une rénovation conséquente.

Le Conseil Communautaire du 3 juillet dernier a approuvé, par délibération n° 76/2014, la signature d'une convention de mandat avec la commune de Mondreville, pour des travaux de rénovation de la rue Mathieu-le-Coz. Le montant retenu pour l'opération, estimé par le cabinet AMOSTRA est de 100 350,53 € TTC (Travaux + MOE).

Il reste donc aujourd'hui une enveloppe de 131 393,47 €, disponible pour des travaux en convention de mandat.

La commune de Houdan présente un projet pour la Rue du Moulin Brulé. Cette RPH est en très mauvaise état, elle avait une note de 4,6/20 à l'auscultation de 2006.

Sa rénovation a été retardée dans l'attente de la réalisation d'une opération de logements, route de Champagne, dont l'accès se fait en grande partie par cette RPH.

Ce programme de construction de 85 logements réalisé par NEXITY Immobilier, qui comporte 25 logements sociaux financés et garantis par la CCPH, sera livré début novembre prochain.

La desserte de cette opération nécessite le renforcement des réseaux (création d'une défense incendie, dissimulation du réseau de télécommunication, fourreau pour la fibre optique, prolongation du réseau d'éclairage public), la création de trottoirs avec pose de caniveaux/bordures et la rénovation de la voirie.

La commune de Houdan a retenu le cabinet FONCIER EXPERTS pour la maîtrise d'œuvre de ces travaux.

La CCPH, dans le cadre de sa compétence, doit prendre en charge les travaux de voirie de ce projet, sur une longueur de 260 mètres.

Afin d'assurer une meilleure coordination des travaux sur ces voies, il est souhaitable que la CCPH délègue la maîtrise d'ouvrage à la commune de Houdan pour la réalisation des travaux qu'elle aurait dû faire directement. Cette délégation se traduit par un mandat donné par la CCPH à la commune de Houdan, formalisée par une convention de mandat.

Le coût prévisionnel de l'opération s'élève à 394 989,63 € HT (maîtrise d'œuvre comprise) soit 473 987,55 € TTC.

La répartition des travaux hors taxes de la réfection de cette RPH, serait la suivante :

		Houdan		SIAHM		NEXITY		CCPH	
		€ HT	€ TTC	€ HT	€ TTC	€ HT	€ TTC	€ HT	€ TTC
RPH 55	Rue du Moulin Brûlé	126 263,14	151 515,76	91 163,68	109 396,41	84521,46	101 425,75	93 041,35	111 649,62

Aussi Mme Eloy propose au conseil d'approuver la convention de mandat à intervenir avec la commune de Houdan et de solliciter l'octroi d'une subvention auprès du Conseil Général des Yvelines dans le cadre du triennal 2012/2014 pour ces travaux de rénovation et renforcement de voirie, réalisés sous convention de mandat.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité la délibération suivante :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU les statuts de la CC Pays Houdanais et notamment sa compétence en matière de réalisation de travaux sur les voies communautaires,

VU la délibération du 21 octobre 2011 du Conseil Général des Yvelines adoptant un nouveau programme triennal d'aide aux communes et structures intercommunales 2012-2013-2014 en matière de voirie et ses dépendances,

VU sa délibération n° 106/2011 du 14 décembre 2011 fixant à 50 % le pourcentage de longueur de voirie communautaire à appliquer à la somme des plafonds de travaux subventionnables HT de toutes les communes de la CC Pays Houdanais,

VU la délibération du 16 mars 2012 du conseil général des Yvelines actant de cette demande et ouvrant un programme au bénéfice de la CC Pays Houdanais au titre duquel une subvention d'un montant de 1 582 050 € peut être obtenue, pour un montant de travaux subventionnable de 2 442 700 € HT (hors bonus écologique),

VU la délibération du 17 mai 2013 du conseil général des Yvelines actant de la demande de transfert au profit de la CCPH de 50 % de la somme plafond de travaux subventionnables HT des communes de Rosay et Villette et du reliquat de dépense subventionnable de la commune de la Hauteville et ouvrant un programme au bénéfice de la CC Pays Houdanais au titre duquel une subvention d'un montant de 1 823 130 € peut être obtenue, (au taux de 80%), pour un montant de travaux subventionnable de 2 787 100 € HT (hors bonus écologique),

VU l'arrêté du Conseil général en date du 22 août 2012 attribuant une subvention d'un montant de 47 396,94 € pour la réalisation des travaux sur la RPH 108G à Dammartin en serve,

VU l'arrêté du Conseil général en date du 24 septembre 2012 attribuant une subvention d'un montant de 87 875,43 € pour la réalisation des travaux sur le pont de la RPH 2C à Montchauvet,

VU l'arrêté du Conseil général en date du 2 juillet 2013 attribuant une subvention d'un montant de 560 451 € pour la réalisation des travaux pour les RPH suivantes :

- RPH 136L - Route de la Boissière à Adainville
- RPH 124H - Rue de la Nourotte à Boinvilliers
- RPH 1D - Rue Grand Cour à Civry la Forêt
- RPH 137E - Clos d'Houel à Condé sur Vesgre
- RPH 115F - Impasse de la Croix Buissée et RPH 112D - Rue de la Fontaine à Longnes
- RPH 46 - Rue des Vignes à Houdan / Maulette
- RPH 142BD - Rue de la Goupillerie, RPH 142K - Rue du Clos des Bourgognes, RPH 144K - Rue du Prés du Bourg, RPH 144B - Allée des Marronniers à Orgerus
- RPH 128G - Chemin de la Ménagerie à Saint Martin des Champs
- RPH 127AA - Chemin de la Sablonnière, RPH 127AD - Sente des Jagglets et RPH 122M - Chemin des Bouillons à Septeuil

VU l'arrêté du Conseil Général en date du 5 août 2013 attribuant une subvention d'un montant de 500 659 € pour la réalisation des travaux pour les RPH suivantes :

- RPH 27 route d'Orgerus à Bazainville
- RPH 2A route du Buisson à Montchauvet
- RPH 3 G rue Georges Pompidou à Prunay le Temple
- Rue de Pételance à Villette
- RPH 59 Impasse Saint-Jean, RPH84E Sente à Morlon, RPH51 Rue de la Planche Imbert à Houdan
- Route de Boissière, Rue de la Pompe, Route de Grandchamp, Route du Tartre, Route de l'Épinette et Rue du Puits François 1^{er} à La Hauteville

VU l'arrêté du Conseil Général en date du 18 août 2014 attribuant une subvention d'un montant de 573 155 € pour la réalisation des travaux pour les RPH suivantes :

- RPH 8B Rue du Point du Jour à Boisssets
- RPH 136G Route du Gué Porcherel à Condé-sur-Vesgre

- RPH 109W Rue de Chederne à Dammartin-en-Serve
- RPH 140H Route de Paincourt à Grandchamp
- RPH 111B Rue du Moulin d'Haut, RPH 111C Rue des Merisiers et RPH 111F Rue de Neauphlette à Longnes
- RPH 2B Rue Fernaux à Montchauvet
- RPH 3E Route de la Mare aux Clercs à Mulcent
- RPH 9O Chemin des Clos à Orvilliers
- RPH 131G Route de Tacoignières à Prunay-le-Temple

VU le budget primitif adopté le 29 avril 2014,

VU sa délibération n° 76/2014 du 3 juillet 2014 approuvant la convention de mandat à intervenir avec la commune de Mondreville pour , réaliser l'enfouissement des réseaux et/ou d'aménagements de trottoirs, le long de la RPH 116 E et C (partielle) - Rue Mathieu-le-Coz RPH,

CONSIDERANT que la rénovation de la RPH 55, rue du Moulin Brûlé à Houdan, a été retardée dans l'attente de la réalisation d'une opération de logements, route de Champagne à Houdan, dont l'accès se fait en grande partie par cette RPH,

CONSIDERANT que cette opération de 85 logements sera livrée début novembre prochain, et que la voirie devra être achevée à cette date,

CONSIDERANT que la commune de Houdan doit réaliser le renforcement des réseaux avec la création d'une défense incendie, la dissimulation du réseau de télécommunication et prévision pour la fibre optique, la prolongation du réseau d'éclairage public, la création de trottoirs avec pose des caniveaux, bordures

CONSIDERANT que pour une meilleure coordination des travaux entre la commune de Houdan et la CC Pays Houdanais, cette dernière peut déléguer à la commune de Houdan, la réalisation des travaux de voirie qu'elle aurait dû faire directement,

CONSIDERANT que cette délégation se traduit par un mandat donné par la CC Pays Houdanais, à la commune de Houdan, formalisée par une convention de mandat par laquelle la CC Pays Houdanais délègue la maîtrise d'ouvrage de ses travaux à la commune de Houdan,

CONSIDERANT le projet de convention de mandat établi pour la réalisation des travaux de réfection de la RPH 55 Rue du Moulin Brûlé à Houdan, dont le montant prévisionnel à la charge de la CC Pays Houdanais s'élève à 93 041,35 € HT,

CONSIDERANT que ces travaux réalisés sous mandat, peuvent être proposés au subventionnement du Conseil Général des Yvelines, dans le cadre du programme triennal d'aide aux communes et structures intercommunales 2012-2014 en matière de voirie et ses dépendances,

ARTICLE 1 : Approuve la réalisation des travaux sur la RPH 55 - Rue du Moulin Brûlé à Houdan dont le montant prévisionnel s'élève à 93 041,35 € HT maîtrise d'œuvre comprise et décide de donner mandat à la commune de Houdan pour la réalisation de ces travaux

ARTICLE 2 : Approuve la convention de mandat à intervenir avec la commune de Houdan pour la réalisation de ces travaux de voirie visés à l'article 1,

ARTICLE 3 : Autorise Monsieur le Président à signer ladite convention de mandat,

ARTICLE 4 : Décide de solliciter l'octroi d'une subvention du Conseil Général des Yvelines dans le cadre du programme triennal 2012-2014 d'aide aux communes et structures intercommunales en matière de voirie pour la réalisation de ces travaux de rénovation et renforcement de voirie, réalisés sous convention de mandat, sur la RPH 55, rue du Moulin Brûlé à Houdan, dont le montant prévisionnel s'élève à 93 041,35 € HT, maîtrise d'œuvre comprise,

ARTICLE 5 : Autorise Monsieur le Président à signer tout acte utile à l'obtention de cette subvention

ARTICLE 6 : S'engage à utiliser cette subvention, sous son entière responsabilité, sur les voiries d'intérêt communautaire pour réaliser les travaux figurant sur la fiche d'identification annexée à la présente délibération, et conformes à l'objet du programme

ARTICLE 7 : S'engage à financer la part de travaux restant à sa charge

2.2 FDAIC 2014 : ROUTE DE BEAUTERNE A BOUTIGNY-PROUAI

Par délibération en date du 14 octobre 2013, le Conseil Général d'Eure et Loir a arrêté la liste des projets éligibles au Fonds Départemental d'Aide aux Communes (FDAIC) pour l'année 2014, ainsi que les taux de référence et les plafonds de dépenses.

Les travaux de voirie font partie de cette liste : la dépense subventionnable par commune est plafonnée à 115 000 € HT, le taux maximum de subvention est de 30 % de la dépense HT.

L'enveloppe réservée par le Conseil Général d'Eure et Loir pour le FDAIC n'ayant pas été totalement consommée par les dossiers de demande de subvention qui lui ont été transmis en début d'année 2014, a prolongé la possibilité de déposer des dossiers jusqu'au 30 septembre 2014.

Mme Eloy propose de saisir cette opportunité et de soumettre à ce subventionnement la réfection de la route de Beauterne à Boutigny-Prouais.

Elle précise, en réponse à M. Marmin, que les travaux seront réalisés sur une longueur de voie de 932 m.

Le coût prévisionnel de l'opération s'élève à 121 822,51 € HT (maîtrise d'œuvre comprise) soit 146 187,02 € TTC.

La réalisation de ces travaux serait effectuée sur 2015 et les crédits nécessaires, en fonction de la subvention obtenue, seront inscrits au BP 2015.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité la délibération suivante :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU les statuts de la CC Pays Houdanais,

VU le dispositif d'aide aux communes, mis en place par le Conseil Général d'Eure et Loir, le Fonds Départemental d'Aide aux Communes (FDAIC),

VU la liste, arrêtée par délibération du Conseil Général d'Eure et Loir du 14 octobre 2013, des projets éligibles pour 2014 à ce fonds,

CONSIDERANT que dans les catégories d'opérations éligibles figurent les travaux de voirie et notamment :

- les renforcements linéaires du corps de chaussée,
- la mise en place d'un revêtement superficiel de chaussée,
- les réseaux d'évacuation des eaux pluviales
- les études afférentes

pour lesquels le taux maximum de subvention est de 30% du coût des travaux HT, plafonné à 115 000 € HT par an et par commune,

CONSIDERANT la nécessité de procéder à la remise en état de la RPH 76, route de Beauterne à Boutigny-Prouais, dont le montant prévisionnel est évalué à 121 822,51 € HT, maîtrise d'œuvre comprise,

CONSIDERANT que ces travaux seront financés comme suit :

- Subvention maximum FDAIC : 34 500,00 €
- Autofinancement : 87 322,51 €

CONSIDERANT que ces travaux pourraient être réalisés à partir d'avril 2015,

ARTICLE 1 : Approuve et décide la réalisation de travaux de réfection sur la RPH 76, route de Beauterne à Boutigny-Prouais, pour un montant de 121 822,51 € HT, soit 146 187,02 € TTC

ARTICLE 2 : Sollicite à cet effet, une subvention au titre fonds départemental d'aides aux communes 2014, pour la réalisation de ces travaux, pour un montant de 34 500,00 €, soit 30 % du plafond subventionnable,

ARTICLE 3 : Dit que l'échéancier prévisible de ces opérations est le suivant :

- Début des travaux : Avril 2015
- Fin des travaux : Juillet 2015

ARTICLE 4 : Dit que le plan de financement de cette opération s'établit comme suit :

CHARGES en € HT	PRODUITS en €
Coût Travaux : 116 054,60	Financements publics : FDAIC 28 : 34 500,00
Maîtrise d'œuvre : 5 767,91	Autofinancement : 87 322,51
TOTAL CHARGES : 121 822,51	TOTAL PRODUITS : 121 822,51

ARTICLE 5 : Autorise Monsieur le Président à signer tout acte utile à l'obtention de cette subvention.

3. FINANCES

3.1 REPRISE DES RESULTATS DU SMEUAHM SUITE A SA DISSOLUTION

M. le Président précise au le SMEUAHM a été dissous par arrêté préfectoral du 11 février 2013 qui prévoyait une répartition de l'actif et du passif entre les collectivités adhérentes au nombre d'habitants.

Les percepteurs de Longnes et de Montfort ont achevé les opérations de liquidation dont il résulte un résultat positif de 6 367,70 € en investissement et de 13 865,58 € en fonctionnement au bénéfice de la CC.

Ces résultats doivent être intégrés dans les comptes de la CC.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité la délibération suivante :

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5212-33,

VU l'arrêté inter préfectoral en date du 18 mars 1993, portant création du Syndicat Mixte d'Etudes d'Urbanisme et d'Aménagement des Pays de Houdan/Montfort l'Amaury,

VU les statuts de la CC Pays Houdanais,

VU l'arrêté inter préfectoral n° 2013042-0008 du 11 février 2013, portant dissolution du Syndicat Mixte d'Etudes, d'Urbanisme et d'Aménagement des Pays de Houdan/Montfort l'Amaury,

VU la délibération n° 7/2012 du 17 avril 2012 du Syndicat Mixte d'Etudes, d'Urbanisme et d'Aménagement des Pays de Houdan/Montfort l'Amaury prévoyant une répartition de l'actif et du passif entre les collectivités adhérentes au nombre d'habitants,

VU sa délibération n° 23/2014 du 29 avril 2014 décidant d'affecter le résultat 2013 de la section de fonctionnement à la couverture du déficit de la section d'investissement, à hauteur de 219 025,56 €, en réserves de la section d'investissement à hauteur de 804 400,48 € et de reporter en section de fonctionnement un montant de 144 000,00 €,

VU le budget primitif 2014 de la CCPH adopté le 29 avril 2014,

CONSIDERANT que les opérations de liquidation du SMEUAHM sont achevées et qu'il résulte un résultat positif au bénéfice de la CCPH de 6 367,70 € en investissement et de 13 865,58 € en fonctionnement

CONSIDERANT la nécessité d'intégrer ces résultats positifs au budget de la CCPH,

CONSIDERANT la nécessité de modifier sa délibération n°23/2014 du 29 avril 2014 portant affectation des résultats 2013,

ARTICLE 1 : Décide d'intégrer les résultats positifs des comptes du SMEUAHM d'un montant de 13 865,58 € en fonctionnement et d'un montant de 6 367,70 € en investissement, dans les comptes de la CCPH,

ARTICLE 2 : Dit que l'article 3 de la délibération n° 23/2014 du 29 avril 2014 relative à l'affectation des résultats de fonctionnement est modifié comme suit : « DECIDE d'affecter le résultat de la section de fonctionnement 2013 à la couverture du déficit de la section d'investissement, à hauteur de 219 025,56 €, en réserves de la section d'investissement à hauteur de 804 400,48 €, de reporter en section de fonctionnement un montant de 157 865,58 € et de porter en résultat reporté de la section d'investissement, la reprise de résultat du SMEUAHM d'un montant de 6 367,70 € »

3.2 INTEGRATION DES SOLDES DU BUDGET ZAC DE LA PREVOTE

L'aménagement de la ZAC de la Prévôté et la commercialisation des terrains d'activités est aujourd'hui achevée, il n'y a donc plus de raison de conserver le budget annexe.

Le budget de la ZAC de la Prévôté peut donc être clôturé.

Les résultats constatés à la fin de l'exercice 2013 doivent être repris dans le budget de la CC, ainsi que les comptes de bilan et les dépenses et recettes qui n'ont pu être comptabilisées sur le budget ZAC (solde de travaux France Télécom, solde d'intégration des comptes de la SARRY et cession d'un terrain au CG78

Le bilan global de l'opération est en cours de pointage par le percepteur.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité la délibération suivante :

VU le code général des collectivités territoriales,

VU l'instruction M14 fixé par arrêté du 9 novembre 1998,

VU l'article 257-1° du Code Générale des Impôts,

VU la convention de concession passée entre la commune de Houdan et la SARRY 78 le 11 février 1993 pour l'aménagement de la ZAC de la Prévôté à Houdan,

VU l'avenant n°1 à ladite convention en date du 28 juin 1998 emportant remplacement de la commune de Houdan par CCPH en qualité de concédant et prolongeant la durée de la concession jusqu'au 22 février 2003,

VU l'avenant n°2 à ladite convention en date du 10 mars 2000 qui a pris acte de la modification du programme des travaux à réaliser par la SARRY 78 des modalités de règlement des études pré-opérationnelles, du nouveau bilan financier prévisionnel et du nouveau plan de trésorerie

VU l'avenant n°3 à la convention de concession en date du 17 mai 2001 qui a pris acte du nouveau bilan financier prévisionnel et du nouveau plan de trésorerie de l'opération.

VU sa délibération du 5 mars 2003 décidant de ne pas proroger la convention de concession confiant l'aménagement de la ZAC de la Prévôté à la SARRY et de poursuivre l'aménagement de la ZAC de la Prévôté en régie

VU sa délibération du 27 juin 2003 portant adoption d'un budget annexe, assujetti à la TVA, pour les opérations d'aménagement de la ZAC de la Prévôté,

VU sa délibération du 3 mars 2004 approuvant le bilan de fin de concession au 22 février 2003, établi par la SARRY 78

VU sa délibération n° 28/2013 du 4 avril 2013 approuvant le compte de gestion et le compte administratif 2012 de la ZAC de la Prévôté, portant un résultat positif de la section d'investissement d'un montant de

583,15 €,

VU sa délibération n°23/2014 du 29 avril 2014 portant affectation des résultats 2013 du budget de la CC Pays Houdanais,

VU sa délibération n° 26/2013 du 29 avril 2014 approuvant le compte de gestion et le compte administratif 2013 de la ZAC de la Prévôté, portant un résultat positif de la section d'investissement d'un montant de

583,15 € et un résultat négatif de la section de fonctionnement d'un montant de 2 987,38 € correspondant au différentiel entre la contrepassation des rattachements de dépenses et de recettes effectués sur 2012, qui n'ont pu être mandatées et/ou encaissées sur l'exercice 2013, par défaut de transmission de justificatifs de la part des débiteurs et/ou créditeurs concernés,

VU le budget primitif 2014 de la CC Pays Houdanais adopté le 29 avril 2014,

VU sa délibération n°87/2014 décidant d'intégrer les résultats positifs des comptes du SMEUAHM d'un montant de 13 865,58 € en fonctionnement et d'un montant de 6 367,70 € en investissement, dans les comptes de la CCPH,

CONSIDERANT que l'aménagement de la ZAC de la Prévôté et la commercialisation des terrains d'activités ont été achevés fin 2012 et qu'en conséquence un budget prévisionnel n'a pas été adopté pour les exercices 2013 et 2014,

CONSIDERANT que les rattachements de dépenses et de recettes qui avaient été effectués sur 2012 et contrepassés sur l'année 2013 n'ont pas tous donné lieu à paiement et/ou à encaissement, par défaut de transmission de justificatifs de la part des débiteurs et/ou créditeurs concernés, et qu'il conviendra de prévoir les crédits correspondants sur le budget de la CC à ces dépenses et recettes,

CONSIDERANT que les opérations d'intégration des comptes de la SARRY n'avaient pas été comptabilisées dans leur intégralité sur le budget de la ZAC de la Prévôté et qu'il conviendra d'effectuer la régularisation sur le budget de la CC, pour un montant de 9 526,04 €

CONSIDERANT que pour effectuer la clôture définitive du budget de la ZAC de la Prévôté, il convient d'intégrer les résultats de ce budget dans celui de la CC Pays Houdanais,

ARTICLE 1 : Décide d'intégrer au budget 2014 de la CCPH, les résultats 2013 du budget de la ZAC de la Prévôté, suivants (conformément à l'état établi par le percepteur, joint en annexe):

- le résultat excédentaire de la section d'investissement 2013 d'un montant de 583,15 €, au compte 001 : résultat reporté en recettes de la section d'investissement
- le résultat négatif de la section de fonctionnement 2013 d'un montant de - 2 987,38 € au compte 002 : résultat reporté en recettes de la section de fonctionnement,

ARTICLE 2 : Dit que l'article 3 de la délibération n° 23/2014 du 29 avril 2014 relative à l'affectation des résultats de fonctionnement est modifié comme suit : « DECIDE d'affecter le résultat de la section de fonctionnement 2013 à la couverture du déficit de la section d'investissement, à hauteur de 219 025,56 €, en réserves de la section d'investissement à hauteur de 804 400,48 €, de reporter en section de fonctionnement un montant de 154 878,20 € et de porter en résultat reporté de la section d'investissement, la reprise de résultat du SMEUAHM d'un montant de 6 950,85 € »

ARTICLE 3 : Dit que les dépenses et recettes qui n'ont pu être comptabilisées sur le budget ZAC (solde de travaux France Télécom, solde d'intégration des comptes de la SARRY et cession d'un terrain au CG78) le seront sur le budget de la CC Pays Houdanais

ARTICLE 4 : Dit que les crédits nécessaires à cette intégration de résultats et à la réalisation des dépenses et recettes dans le budget de la CC Pays Houdanais seront ouverts par décision modificative.

3.3 DECISION MODIFICATIVE AU BP 2014

M. le Président propose ensuite au conseil l'adoption d'une décision modificative au budget 2014 de la CC pour ouvrir des crédits induits par les délibérations qui viennent d'être adoptées, notamment pour :

- La reprise des résultats positifs du SMEUAHM et ceux du budget de la ZAC de la Prévôté
- Le paiement de du solde de travaux France Télécom, l'intégration du solde d'intégration des comptes de la SARRY et la cession d'un terrain au CG78 (mouvements non comptabilisés sur le budget de la ZAC de la Prévôté avant sa clôture)
- l'exercice du droit de préemption SAFER sur Courgent et Orvilliers

mais également pour la comptabilisation de la non compensation à hauteur de 50% de l'exonération de cotisation foncière des entreprises accordée par l'Etat à certains contribuables et le trop versé de l'attribution de compensation

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité la délibération suivante :

VU le code général des collectivités territoriales,

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 modifiée,

VU sa délibération n°23/2014 portant approbation du compte administratif 2013 et affectation du résultat de la section de fonctionnement 2013

VU le budget primitif 2014 de la CCPH adopté le 29 avril 2014,

VU ses délibérations n° 60/2014 du 12 juin 2014 et 73/2014 du 3 juillet 2014 portant décisions modificatives au BP 2014,

VU sa délibération n°83 /2014 du 1^{er} octobre 2014 demandant à la SAFER Ile de France d'exercer le droit de préemption, prévu dans la convention de surveillance foncière CCPH/SAFER signée le 18 juin 2013, pour le compte de la CC Pays Houdanais et de se porter acquéreur de la parcelle n° A0453 située à Courgent,

VU sa délibération n°83bis /2014 du 1^{er} octobre 2014 demandant à la SAFER Ile de France d'exercer le droit de préemption, prévu dans la convention de surveillance foncière CCPH/SAFER signée le 18 juin 2013, pour le compte de la CC Pays Houdanais et de se porter acquéreur de la parcelle n° A0186 située à Orvilliers,

VU sa délibération n°87/2014 du 1^{er} octobre 2014 décidant d'intégrer les résultats positifs des comptes du SMEUAHM, suite à sa dissolution, d'un montant de 13 865,58 € en fonctionnement et d'un montant de 6 367,70 € en investissement, dans les comptes de la CCPH,

VU sa délibération n°88/2014 du 1^{er} octobre 2014 décidant d'intégrer au budget 2014 de la CCPH, les résultats 2013 du budget de la ZAC de la Prévôté ainsi que les dépenses et recettes qui n'ont pu être comptabilisées sur ce budget (solde de travaux France Télécom, solde d'intégration des comptes de la SARRY et cession d'un terrain au CG78)

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de modifier les inscriptions budgétaires du BP 2014 de la CCPH :

- pour intégrer les résultats positifs du SMEUAHM, les résultats 2013 ainsi que les dépenses et recettes qui n'ont pu être comptabilisées sur le budget de la ZAC de la Prévôté,
- pour ouvrir des crédits nécessaires à l'exercice du droit de préemption SAFER sur Courgent et Orvilliers, à la comptabilisation de la non compensation à hauteur de 50% de l'exonération de cotisation foncière des entreprises accordée par l'Etat à certains contribuables et pour le remboursement du trop versé de l'attribution de compensation aux communes,

ARTICLE 1 : Adopte la décision modificative suivante au budget 2014 de la CCPH :

Section d'investissement

Recettes : - reprise du résultat du SMEUAHM : imputation : 001- 01 : 6 367,70 €

-reprise du résultat du budget ZAC de la Prévôté : imputation : 001 -01 : 583,15 €

-remboursement du préfinancement fait à la SAFER pour terrain d'Orvilliers et de Courgent : imputation : 21 -2111- 830 : 30 000 €

-emprunts : imputation 16 16412 01 : - 6 950,85 €

Dépenses: préfinancement fait à la SAFER pour terrains Orvilliers et Courgent : imputation : 21 -2111- 830 : 30 000 €

Section de fonctionnement

Recettes : -reprise du résultat du SMEUAHM : imputation : 002 01 : 13 865,58 €

-reprise du résultat du budget ZAC de la Prévôté : imputation : 002-01 : - 2987,38 €

-compensation de l'exonération de cotisation foncière des entreprises accordée par l'Etat à certains contribuables : imputation 73-73111-01:33 288 €

-reversement du trop versé de l'attribution de compensation : imputation 014 -7321- 01 :10 600 €

-cession de terrain CG 78 (ZAC de la Prévôté) : imputation : 77-775-90 : 4 350 €

Dépenses : -non compensation de l'exonération de cotisation foncière des entreprises accordée par l'Etat : imputation 73-7391178-01 :33 288 €

-trop versé d'attribution de compensation : imputation 014-73921-01:10 600 €

-paiement solde convention travaux France Télécom (ZAC de la Prévôté) : imputation 011-605-90:728,48 €

-intégration solde comptes de la SARRY : imputation 011-608-90 : 9 526,04 €

4. BÂTIMENTS

4.1 CONVENTION CG 78: TRAVAUX AIRE DE STATIONNEMENT DU COLLEGE D'ORGERUS

M. Astier explique que le Conseil général des Yvelines souhaite effectuer des travaux de réhabilitation du collège Georges Pompidou d'Orgerus, de novembre 2014 à novembre 2016. Pour les besoins du chantier, le Département demande l'autorisation de faire circuler les camions et engins, de réaliser un nouvel accès à partir de la gare routière dans l'enceinte du collège, d'occuper temporairement deux zones de la partie aire de stationnement de la parcelle cadastrée D112 qui n'empêcheront pas la circulation des véhicules mais ces zones seront inaccessibles pour des raisons de sécurité.

Le conseil général propose une convention pour formaliser l'autorisation et les conditions de cette occupation temporaire de l'aire de stationnement du collège d'Orgerus, que M. le Président soumet à l'approbation de l'assemblée.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité la délibération suivante :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU les statuts de la CC Pays Houdanais

VU l'arrêté inter préfectoral n° 2012333-0004 du 28 novembre 2012 actant du transfert à la CC Pays Houdanais, à partir du 1^{er} septembre 2013, notamment la compétence : « Etude, réalisation et gestion des équipements d'accompagnement des collèges tels que les installations sportives et aires de circulation et de stationnement »,

VU l'arrêté inter préfectoral n° 2014014-0009 du 14 janvier 2014 actant la fin de l'exercice des compétences du SIVOM de la région de Houdan (SIVOM) au 5 juillet 2014,

CONSIDERANT qu'à compter du 6 juillet 2014, la CC du Pays Houdanais exerce directement les compétences transférées par l'arrêté susvisé du 28 novembre 2012, qui étaient préalablement exercées par le SIVOM de la Région de Houdan et assure la gestion et l'entretien des biens immobiliers et mobiliers rattachés à ces compétences, dont les équipements d'accompagnement des collèges tels que les installations sportives et aires de circulation et de stationnement,

CONSIDERANT que le Conseil général des Yvelines souhaite effectuer des travaux de réhabilitation du collège d'Orgerus Georges Pompidou de novembre 2014 à novembre 2016.

CONSIDERANT que pour les besoins du chantier, le département demande l'autorisation de faire circuler les camions et engins, de réaliser un nouvel accès à partir de la gare routière du collège, d'occuper temporairement deux zones de l'aire de stationnement du collège (parcelle cadastrée D112), ce qui n'empêchera pas la circulation des véhicules mais ces zones seront inaccessibles pour des raisons de sécurité,

CONSIDERANT la convention proposée par le conseil général des Yvelines en vue de formaliser l'autorisation de la CC Pays Houdanais et les conditions de cette occupation temporaire de l'aire de stationnement du collège d'Orgerus

ARTICLE 1 : Approuve la convention à intervenir avec le Conseil Général des Yvelines pour l'occupation temporaire de l'aire de stationnement du collège d'Orgerus (parcelle cadastrée section D n°112) durant les travaux de réhabilitation du collège Georges Pompidou

ARTICLE 2 : Autorise Monsieur le Président à signer cette convention

4.2. CONVENTION CCPH : COLLEGES ET ECOLES POUR UTILISATION DES GYMNASES

M. Astier rappelle ensuite que le conseil communautaire du 12 juin dernier a voté les tarifs pour la location des salles des gymnases situés à Houdan et à Orgerus et a approuvé :

- les conventions d'utilisation à intervenir avec les associations communautaires utilisatrices des locaux
- les contrats d'utilisation à intervenir avec les autres associations du territoire
- les conventions d'utilisation à intervenir avec les communes de Houdan et d'Orgerus pour les utilisations par leur école

Il convient également d'établir les contrats et conventions suivants :

- les contrats d'utilisation des gymnases à intervenir avec les écoles de Houdan et d'Orgerus (contrats identiques à celui signé avec les associations du territoire) et dont les créneaux ont été validés par les communes concernées et pris en charge financièrement par ces mêmes communes
- les conventions d'utilisation des gymnases à intervenir avec le collège d'Houdan et le collège d'Orgerus dont la mise à disposition est gratuite

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité la délibération suivante :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU les statuts de la CC Pays Houdanais

VU l'arrêté inter préfectoral n° 2012333-0004 du 28 novembre 2012 actant du transfert à la CC Pays Houdanais, à partir du 1^{er} septembre 2013, notamment des compétences :

- Etude, réalisation et gestion des équipements d'accompagnement des collèges tels que les installations sportives et aires de circulation et de stationnement,

VU l'arrêté inter préfectoral n° 2014014-0009 du 14 janvier 2014 actant la fin de l'exercice des compétences du SIVOM de la région de Houdan (SIVOM) à compter du 5 juillet 2014,

VU sa délibération n° 64/2014 du 12 juin 2014 approuvant le règlement intérieur des gymnases situés à Houdan et à Orgerus et fixant les tarifs de location

CONSIDERANT que depuis le 6 juillet 2014, la CC Pays Houdanais exerce directement les compétences transférées par l'arrêté susvisé du 28 novembre 2012, qui étaient préalablement exercées par le SIVOM de la Région de Houdan et doit par conséquent, assurer la gestion et l'entretien de ces biens immobiliers et mobiliers rattachés à ces compétences, dont les gymnases situés à Houdan et à Orgerus,

CONSIDERANT que l'utilisation des salles des gymnases situés à Houdan et à Orgerus doit être prioritairement réservée aux collèges de Houdan et d'Orgerus,

CONSIDERANT la demande d'utilisation des écoles primaires de Houdan et d'Orgerus,

CONSIDERANT la nécessité de formaliser les conditions d'occupation de ces salles, au travers :

- D'une convention d'utilisation des gymnases situés à Houdan et à Orgerus entre la CC Pays Houdanais et les collèges de Houdan et d'Orgerus
- D'un contrat d'utilisation des gymnases situés à Houdan et à Orgerus entre la CC Pays Houdanais et les écoles primaires de Houdan et d'Orgerus

ARTICLE 1 : Approuve la convention d'utilisation de biens et équipements à intervenir avec les collèges de Houdan et d'Orgerus utilisateurs des gymnases situés à Houdan et à Orgerus

ARTICLE 2 : Approuve le contrat d'utilisation pour la location des salles des gymnases situés à Houdan et à Orgerus à intervenir avec les écoles primaires de Houdan et d'Orgerus

ARTICLE 3 : Autorise le Président à signer les conventions d'utilisation de bien et d'équipement à intervenir avec les collèges de Houdan et d'Orgerus utilisateurs des gymnases situés à Houdan et à Orgerus

ARTICLE 4 : Autorise le Président à signer les contrats d'utilisation à intervenir avec les écoles primaires de Houdan et d'Orgerus utilisateurs des gymnases situés à Houdan et à Orgerus

5. ENFANCE – JEUNESSE

5.1 CONVENTION D'UTILISATION DE LOCAUX DE L'ACCUEIL DE LOISIRS « LE TOURNIQUET » SITUE A MAULETTE POUR LES TEMPS D'ACTIVITES PERISCOLAIRES (TAP) COMMUNAUX

Mme Jean rappelle que depuis le mois de décembre 2013, la CCPH a ouvert un nouvel accueil de loisirs « Le Tourniquet » sur la commune de Maulette. Cet ALSH permet d'accueillir 49 enfants du Pays Houdanais âgés de 3 à 11 ans révolus le mercredi et pendant les vacances scolaires.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires, la commune de Maulette a décidé de mettre en place des « Temps d'Activités Périscolaires » les mardis et vendredis en fin d'après-midi et a demandé de pouvoir utiliser l'équipement « accueil de loisirs : Le Tourniquet ».

Une convention doit être établie pour permettre l'utilisation par la mairie de Maulette de ce bâtiment communautaire.

Cette utilisation donnera lieu à remboursement au prorata par la mairie de Maulette, des fluides et des frais d'entretien dudit bâtiment que la CCPH continuera à payer directement.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité la délibération suivante :

***VU** le Code Général des Collectivités Territoriales*

***VU** le décret n° 2013-77 du 24 janvier 2013 de refondation de l'école qui prévoit la réforme des rythmes scolaires,*

***VU** le décret n°2014-457 et la circulaire n° 2014-063 parus respectivement le 07 mai 2014 et le 09 mai 2014 relatifs aux obligations de mise en place de la réforme des rythmes scolaires pour la rentrée 2014,*

***VU** l'arrêté inter-préfectoral en date du 23 décembre 1997 portant création de la CCPH,*

***VU** l'arrêté inter-préfectoral en date des 3 et 6 décembre 2004 autorisant le transfert de compétences des communes membres à la CCPH, et notamment la compétence « Enfance/Jeunesse »,*

***CONSIDERANT** l'ouverture en décembre 2013, par la C.C.P.H., d'un nouvel équipement « ALSH », dénommé « Le Tourniquet », situé au 3 Bis rue des Vignes à Maulette permettant d'accueillir 49 enfants du Pays Houdanais âgés de 3 à 11 ans révolus le mercredi et pendant les vacances scolaires,*

***CONSIDERANT** la demande de la commune de Maulette de pouvoir utiliser cet équipement « accueil de loisirs » pour y mettre en place ses « Temps d'Activités Périscolaires »,*

***CONSIDERANT** que les conditions d'utilisation de ces locaux doivent être précisées dans le cadre d'une convention,*

***ARTICLE 1 :** Approuve la convention d'utilisation des locaux de l'ALSH communautaire « le Tourniquet » situé au 3 Bis rue des Vignes à Maulette, à intervenir avec la commune de Maulette pour la mise en place de ses « Temps d'Activités Périscolaires »*

***ARTICLE 2 :** Autorise Monsieur le Président à signer cette convention d'utilisation de locaux.*

5.2 AVENANTS AUX CONVENTIONS D'UTILISATION DE LOCAUX POUR LA MISE EN PLACE DE L'ACTIVITE « LES ALSH »

Dans le cadre de la mise en place de la réforme des rythmes scolaires, certaines communes ont choisi pour leur organisation scolaire de mettre en place la ½ journée d'école supplémentaire le mercredi matin.

Elles ont également choisi de proposer de la restauration à tout ou partie de leurs écoliers sur les mercredis midis.

Or pour la mise en place de son activité « ALSH », la CCPH utilise par convention certains de ces restaurants scolaires sur les mercredis et les vacances scolaires.

Ces conventions déterminent notamment les pourcentages à appliquer aux charges de ces équipements pour pouvoir les rembourser aux communes.

Depuis la rentrée scolaire 2014, les cantines auparavant utilisées seulement par la CC le mercredi midi, sont donc utilisées sur 2 services différents par d'une part la CCPH pour les enfants fréquentant les ALSH en journée complète et d'autre part les communes pour certains écoliers scolarisés le mercredi matin.

Mme Jean propose au conseil d'approuver des avenants aux conventions d'utilisation de locaux pour modifier les pourcentages initiaux de charges correspondant aux utilisations respectives.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité la délibération suivante :

***VU** le Code Général des Collectivités Territoriales*

***VU** les statuts de la Communauté de Communes du Pays Houdanais,*

***VU** le décret n° 2013-77 du 24 janvier 2013 de refondation de l'école qui prévoit la réforme des rythmes scolaires, dont la mise en œuvre est fixée à la rentrée 2013,*

***VU** le décret n°2014-457 et la circulaire n° 2014-063 parus respectivement le 07 mai 2014 et le 09 mai 2014 relatifs aux obligations de mise en place de la réforme des rythmes scolaires pour la rentrée 2014,*

***VU** l'arrêté inter-préfectoral en date des 3 et 6 décembre 2004 autorisant le transfert de compétences des communes membres à la CCPH, et notamment la compétence « Enfance/Jeunesse »,*

***VU** la convention d'utilisation de locaux pour la mise en place de l'activité « ALSH » avec la commune de Richebourg signée le 29 décembre 2006,*

***VU** la convention d'utilisation de locaux pour la mise en place de l'activité « ALSH » avec la commune de Boutigny-Prouais signée le 28 novembre 2007,*

***VU** la convention d'utilisation de locaux pour la mise en place de l'activité « ALSH » avec la commune de Longnes signée le 11 décembre 2007,*

***VU** la convention d'utilisation de locaux pour la mise en place de l'activité « ALSH » avec la commune d'Orgerus signée le 7 avril 2010,*

VU la convention d'utilisation de locaux pour la mise en place de l'activité « ALSH » avec la commune de Septeuil signée le 27 octobre 2007 et l'avenant n° 1 signé le 5 juin 2013,

VU sa délibération n° 101/2013 du 27 novembre 2013 approuvant la convention type d'utilisation de locaux entre la commune de Maulette et la CCPH, pour l'utilisation de la cantine scolaire pour l'activité « ALSH » de la CCPH.

CONSIDERANT que dans le cadre de la mise en place de la réforme des rythmes scolaires, certaines communes ont choisi pour leur organisation scolaire de mettre en place la ½ journée d'école supplémentaire le mercredi matin. Elles ont également choisi de proposer de la restauration à tout ou partie de leurs écoliers sur les mercredis midis.

CONSIDERANT que pour la mise en place de son activité « ALSH », la CCPH utilise par convention certains de ces restaurants scolaires sur les mercredis et les vacances scolaires. Ces conventions déterminent notamment les pourcentages à appliquer aux charges de ces équipements pour pouvoir les rembourser aux communes.

CONSIDERANT qu'il convient donc d'établir des avenants aux conventions d'utilisation de locaux, avec les communes de Boutigny-Prouais, Longnes, Maulette, Orgerus, Richebourg et Septeuil pour redéfinir les pourcentages initiaux de charges correspondant aux utilisations respectives.

ARTICLE 1 : Approuve les avenants aux conventions d'utilisation de locaux avec les communes de Boutigny-Prouais, Longnes, Maulette, Orgerus, Richebourg et Septeuil.

ARTICLE 2 : Autorise Monsieur le Président à signer ces avenants.

6. TRANSPORTS

6.1. CHARTE D'UTILISATION POUR LE TRANSPORT PISCINE ET COURS DE NATATION AU COMPLEXE AQUATIQUE PAR LES ECOLES ET LES COLLEGES

La CCPH organise et finance depuis la rentrée scolaire 2014, le transport vers la piscine de Houdan des élèves des écoles du territoire et planifie, avec l'inspection académique et le délégataire de la piscine, les cours de natation.

Une délégation de service public a été signée avec la société Hodellia Espace Récréa pour la gestion de la piscine et un contrat avec la société Transdev pour le transport des élèves des écoles du territoire au complexe aquatique.

M. Astier propose qu'une charte pour le bon fonctionnement des services soit mise en place entre les écoles utilisateurs, la CCPH financeur et les communes ou syndicats concernés.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité la délibération suivante :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU les statuts de la Communauté de Communes du Pays Houdanais,

VU l'arrêté inter-préfectoral 2003/16/DAD des 19 et 31 mars 2003 autorisant le transfert de compétences des communes membres à la CC Pays Houdanais, et notamment la compétence « gestion de la piscine à Houdan »,

VU l'arrêté inter-préfectoral 2012333-0004 du 28 novembre 2012 actant du transfert des compétences, à compter du 1^{er} septembre 2013 :

mise en place et gestion des lignes de transport spécialisées des établissements scolaires du second degré (lignes spécifiques et transports scolaires) et déplacements vers les équipements sportifs et culturels communautaires,

VU l'arrêté inter-préfectoral 2014014-0009 du 14 janvier 2014 mettant fin à l'exercice des compétences du Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple (SIVOM) de la Région de Houdan à compter du 5 juillet 2014,

VU sa délibération n° 52/2014 du 12 juin 2014 approuvant le transfert des marchés et contrats en cours du SIVOM de la Région de Houdan, liés aux compétences de la CC Pays Houdanais et autorisant Monsieur le Président à signer tout acte utile à la reprise de ces contrats et marchés

VU le contrat de délégation de service public signé le 30 juin 2014 avec la société Hodellia Espace Récréa,

VU le marché signé le 25 juillet 2104 avec la société TRANSDEV' pour l'organisation des transports des écoles et collèges du territoire vers le complexe aquatique « Christian Barjot » à Houdan,

CONSIDERANT que depuis le 6 juillet 2014, la CC Pays Houdanais exerce directement les compétences transférées par les arrêtés susvisés des 19 et 31 mars 2003 et du 28 novembre 2012, qui étaient préalablement exercées par le SIVOM de la Région de Houdan,

CONSIDERANT le planning des cours de natation mis en place par le coordonnateur de l'académie, pour les écoles et les collèges du territoire,

CONSIDERANT qu'il convient d'établir le rôle et la responsabilité de chacun et de définir les modalités de bon fonctionnement du transport mis en place pour la desserte du complexe aquatique « Christian Barjot » à Houdan par les écoles et collèges du territoire du Pays Houdanais au travers d'une charte,

ARTICLE UNIQUE : Approuve la charte d'utilisation du transport desservant le complexe aquatique, par les écoles et les collèges, jointe en annexe.

6.2. SITED : MODIFICATION DES STATUTS

La CCPH est également compétente pour mettre en place et gérer les lignes de transports spécialisées des établissements scolaires du second degré (lignes spécifiques et transports scolaires). De fait, la CCPH se substitue de plein droit dans les syndicats de transports dont ses communes membres sont adhérentes, par le mécanisme de la représentation de substitution.

Ainsi la CCPH se substitue de plein droit aux communes de Boissets, Boutigny-Prouais, Champagne, Civry la Forêt, Condé sur Vesgre, Courgent, Goussainville, Gressey, Havelu, Houdan, Maulette, Richebourg, Saint Lubin de la Haye, Tacoignières au sein du Syndicat mixte de Transport d'Elèves de Dreux (SITED).

Au 1^{er} janvier 2014, de nombreuses communes d'Eure et Loir ont adhéré à la nouvelle communauté d'agglomération de Dreux qui exerce la compétence transport, ce qui a occasionné la diminution du nombre de membres du SITED.

Aussi, lors de l'installation du comité syndical suite aux élections municipales, seul 4 membres du bureau ont pu être désignés contre 7 prévus dans les statuts.

Pour pallier à cette difficulté, le SITED, lors de sa séance du 25 juin 2014 a ainsi modifié l'article 6 de ses statuts : « Le comité élit parmi ses membres un bureau comprenant 1 président, des vice-présidents selon l'article L5211-10 du Code général des Collectivités territoriales, un ou plusieurs membres ».

Cette modification doit être soumise à l'approbation du conseil communautaire.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité la délibération suivante :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU les statuts de la CC du Pays Houdanais,

VU l'arrêté inter-préfectoral 2012333-0004 en date 28 novembre 2012 autorisant le transfert de compétences des communes membres à la CCPH, et notamment la compétence « Mise en place et gestion des lignes de transports spécialisés des établissements scolaires du second degré »,

Considérant que la CC du Pays Houdanais se substitue de plein droit aux communes de Boissets, Boutigny-Prouais, Champagne, Civry la Forêt, Condé sur Vesgre, Courgent, Goussainville, Gressey, Havelu, Houdan, Maulette, Richebourg, Saint Lubin de la Haye, Tacoignières pour le syndicat mixte de transports d'Elèves de Dreux (SITED)

Considérant que depuis le 1^{er} janvier 2014, de nombreuses communes d'Eure et Loir ont adhéré à la nouvelle communauté d'agglomération de Dreux qui exerce la compétence transport, ce qui a occasionné la diminution du nombre de membres du SITED,

Considérant que lors de l'installation du comité syndical du SITED suite aux élections municipales de mars 2014, seul 4 membres du bureau ont pu être désignés contre 7 prévus dans les statuts, conséquence de la diminution du nombre de membres,

Considérant que le SITED dans sa séance du comité syndical en date du 25 juin 2014 a voté la modification suivante de l'article 6 de ses statuts : « Le comité élit parmi ses membres un bureau comprenant 1 président, des vice-présidents selon l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, un ou plusieurs membres »

Considérant que la délibération du 25 juin 2014 du comité syndical du SITED a été notifiée à la CC Pays Houdanais, le 21 août 2014,

ARTICLE UNIQUE : Accepte la modification de l'article 6 des statuts du SITED adopté par le comité syndical du SITED le 25 juin 2014

7. COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

ATTRIBUTION SUBVENTION 2014

M. le Président rappelle que l'association Kassoumaï est la structure d'animation du partenariat entre la CCPH et ses communes membres d'une part et la Communauté Rurale de Suelle et ses villages d'autre part. Elle assure, par ailleurs, la sensibilisation des populations et acteurs associatifs de la CC Pays Houdanais à l'intérêt de ce partenariat.

A ce titre, une subvention de fonctionnement annuelle de 1700 € lui est accordée. Il est proposé de la renouveler pour 2014.

Dans le cadre de sa politique en matière de coopération décentralisée, la CC soutient les projets développés par les communes du Pays Houdanais dans le cadre de partenariats avec des villages de la communauté rurale de Suelle sur la base d'une participation au taux de 20 % du montant global du projet. Ces projets étant par ailleurs présentés au soutien du Conseil général des Yvelines.

Le conseil communautaire a approuvé sur 2013, les programmes triennaux suivants :

PROJET DE LA COMMUNE D'ORGERUS

La commune d'Orgerus a souhaité soutenir, dans le cadre d'un partenariat avec la commune de Djilacounda, la construction d'une maternité sur ce village.

Le coût global du projet était estimé à 22 801 €, répartie comme suit :

1^{ère} année (2013) : 10 350 €, 2^{ème} année (2014) : 10 350 € et 3^{ème} année (2015) : 2101 €

Ce programme est porté par l'association Kassoumaï et il est financé par la commune et le Conseil général des Yvelines.

La commune a également obtenu le soutien financier de la CC sur ce projet à hauteur de 4560,20 € (2070 € en 2013, 2070 € en 2014 et 420,20 € en 2015).

PROJET DE L'ASSOCIATION KASSOUMAI

L'association s'est proposée de porter et de gérer globalement les projets de 7 communes de la CC sur 7 villages de la Communauté Rurale de Suelle ainsi que des actions sur l'ensemble des villages de la CR de Suelle dans les secteurs de l'agriculture, la santé, le développement durable, le scolaire et l'artisanat :

- Gressey : amélioration du puisage d'eau : pompe manuelle sur le puits, construction d'un abri et électrification par système solaire de l'école primaire de Katoudie (Coût : 5671 € - participation CCPH : 1135 € (1^{ère} année : 517 €, 2^{ème} année : 618 €)

- Dammartin et Longnes : construction de latrines à Niankitté (Coût : 1944 € - participation CCPH : 389 € sur la 1^{ère} année)
- Septeuil : achat d'une benne pour le village de Caparan (Coût : 4955 € - participation CCPH : 991 € sur la 1^{ère} année)
- Tacoignières : achat d'un combiné broyeur décortiqueuse à céréales pour le village de Diaboudior (Coût : 4573 € - participation CCPH : 914,60 € (1^{ère} année : 220 €, 2^{ème} année : 694,60 €))
- Bourdonné : achat de matériel pour le système goutte à goutte + gasoil (groupe électrogène) pour le village de Batong (Coût : 6014 € - participation CCPH : 1202,80 € (1^{ère} année: 100 €, 2^{ème} année : 581 €, 3^{ème} année : 521,80 €))
- Houdan : achat de matériel pour le système goutte à goutte du système d'irrigation et fabrication d'une presse mécanique pour le centre de formation de Baïla (Coût : 8500 € - participation CCPH : 1700 € sur la 1^{ère} année)
- Bazainville : achat de machines à coudre pour le village de Suelle (Coût : 400 € - participation CCPH : 80 € (2^{ème} année : 80 €))

PROJETS INITIÉS ET PORTES PAR KASSOUMAI

- réhabilitation des puits, amélioration de la distribution d'eau à Katinong et construction d'un bloc case de santé (Coût : 40 270 € - participation CCPH : 8 054 € (1^{ère} année : 2710 €, 2^{ème} année : 2640 €, 3^{ème} année : 2704 €))
- amélioration de la distribution d'eau à Balandine : coût : 7423 € - participation CCPH : 1484,60 € sur la 3^{ème} année)
- réfection de la toiture, du plafonnage et de l'électricité de la case santé de Diatang (coût : 613 € - participation CCPH : 122,60 € sur la 1^{ère} année)

Pour l'ensemble des villages de la communauté de Suelle :

- achat d'un kit solaire collectif de 24 lampes rechargeables (Coût : 3260 € - participation CCPH : 652 € (1^{ère} année : 188 €, 2^{ème} année : 364 €, 3^{ème} année : 100 €))
- achat de livres et matériel scolaire, réfection et rénovation du mobilier et achat de matériel de jardinage pour les écoles et achat de livres, mise en place d'une antenne wifi et travaux dans la salle informatique du collège de Suelle (Coût : 4140 € - participation CCPH : 828 € (1^{ère} année : 180 €, 2^{ème} année : 300 €, 3^{ème} année : 348 €))
- formation du personnel de santé, dons de médicaments, de matériel : coût : 6000 € - participation CCPH : 1200 € (1^{ère} année : 400 €, 2^{ème} année : 400 €, 3^{ème} année : 400 €)
- sensibilisation des populations en matière de santé : coût : 1000 € - participation CCPH : 200 € (1^{ère} année : 100 €, 2^{ème} année : 100 €)
- Coordination : coût : 3400 € - participation CCPH : 680 € (1^{ère} année: 80 €, 2^{ème} année : 180 €, 3^{ème} année : 420 €)

Une convention de financement a été signée fin 2013 entre Kassoumaï et la CCPH pour définir les modalités du partenariat.

La participation de la CC requise sur ce programme tri-annuel s'élevait à 19 633,60 €, répartie comme suit :
1^{ère} année (2013) : 7697,60 €, 2^{ème} année (2014) : 5957,60 € et 3^{ème} année (2015) : 5978,40 €

En 2014, deux éléments du projet initial ont changé :

- La commune de Houdan s'est engagée, seule dans la mise en place d'un projet de réhabilitation du réseau d'eau du village de Baïla et est sortie du programme tri-annuel porté par Kassoumaï
- Le poste de dépense « coordination » (3400 €) a été précisé de la manière suivante : « développement durable » (1800 €) et « coordination » (1600 €)

Par conséquent, M. le Président propose au conseil de modifier la convention initiale, au travers d'un avenant, ramenant le coût total des projets 89 663 € (initialement 98 163 €) et une subvention de la CCPH à hauteur de 17 932,60 € (initialement 19 633,60 €) sur les 3 années, répartie de la manière suivante : 2013 : 5997,60 € / 2014 : 5957,60 € / 2015 : 5978,40 €.

PROJET DE LA COMMUNE DE HOUDAN

La commune d'Houdan s'est lancée en 2014 dans un programme tri-annuel de réhabilitation du réseau d'eau de Baïla, commune avec laquelle elle est partenaire, pour un montant total de 46 500 € répartie comme suit :
2014 : 30 000 €, 2015 : 14 000 € et 2016 : 2500 €

Ce programme serait financé par la commune et par le Conseil général des Yvelines.
La maîtrise d'ouvrage est déléguée, par voie de convention, à l'association Kassoumaï.
La commune sollicite le soutien de la CC sur ce projet.

Compte tenu des règles d'intervention de la CC, sa participation serait de 9300 € (46 500 * 20 %), soit :
1^{ère} année (2014) : 6000 €, 2^{ème} année (2015) : 2800 € et 3^{ème} année (2016) : 500 €

Cependant, compte-tenu des projets déjà financés sur l'année 2014 (au total 9727,60 €) pour un budget global de 14 250 €, le montant de la subvention accordée à la commune de Houdan ne pourra être que de 4500 € pour cette année. Le différentiel (1500 €) pourra donc être reporté sur l'année 2015 soit 4300 € (2800 € + 1500 €). Le montant de la subvention pour la 3^{ème} année restant inchangé (500 €).

L'inscription budgétaire 2014 pour la coopération décentralisée est de 14 250 €.

Elle permettra de financer la subvention de fonctionnement à Kassoumaï de 1700 €, le projet global pluriannuel approuvé en 2013 (5957,60 €), le projet de construction d'une maternité dans le village de Djilacounda présenté également en 2013 par la commune d'Orgerus (2070 €) et le projet de réhabilitation du réseau d'eau de Baïla porté par la commune d'Houdan (4500 €).

M. le Président propose cette affectation à l'approbation du conseil communautaire

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité la délibération suivante :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment L 1115-1,

VU la loi 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire,

VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

VU l'arrêté inter-préfectoral 97/19/DAD en date du 23 et 30 décembre 1997 portant création de la Communauté de Communes du Pays Houdanais,

VU l'arrêté inter-préfectoral en date des 3 et 6 décembre 2004 autorisant le transfert de compétences à la CCPH, et notamment celle en matière de coopération décentralisée recouvrant toute opération d'échange, de coopération entre la CCPH et d'autres collectivités locales en France et à l'étranger,

VU la délibération n°103/2006 du Conseil Communautaire du 7 décembre 2006 fixant le montant annuel affecté à la coopération décentralisée à 0,5 € par habitant et déterminant les axes d'intervention de la Communauté de Communes en matière de coopération décentralisée, à savoir :

- appui à l'association Kassoumaï pour l'aider dans son fonctionnement et son rôle de sensibilisation et de coordination générale des projets,
- appui aux actions de sensibilisation à développer sur le territoire du pays Houdanais,
- développement de projets au bénéfice de la communauté rurale de Suelle (coopération entre entités de même niveau et actions ayant un intérêt pour plusieurs villages de cette communauté de Suelle),
- appui aux projets développés par les communes du pays houdanais dans le cadre de partenariats avec des villages de la communauté rurale de Suelle sur la base d'une participation au taux de 20 % du montant global, aux projets pouvant être portés par certains établissements de ce même pays houdanais, comme les collèges, l'hôpital, etc... sur la base d'un taux à déterminer au cas par cas,
- aide au montage de projets.

VU la délibération n°92/2013 du Conseil Communautaire du 27 novembre 2013 approuvant :

- le projet de partenariat de la commune d'Orgerus avec le village de Djilacounda pour la construction d'une maternité et décidant de le soutenir à hauteur de 4 560,20 €, soit : 2 070 € en 2013, 2 070 € en 2014 et 420,20 € en 2015
- le programme tri-annuel 2013/2015 des projets communaux et actions sur l'ensemble des villages de la communauté rurale de Suelle sur les secteurs de l'agriculture, la santé, le développement durable et l'artisanat, porté et géré par l'association Kassoumaï et décidant de le soutenir à hauteur de 19 633, 60 €, soit : 7 697,60 € en 2013, 5 957,60 € en 2014 et 5 978,40 € en 2015

VU le budget primitif 2014 adopté le 29 avril 2014,

CONSIDERANT la subvention de fonctionnement, au titre de l'année 2014, d'un montant de 1700 € à verser à l'association Kassoumaï,

CONSIDERANT la convention relative au programme tri-annuel 2013/2015 des projets communaux et actions sur l'ensemble des villages de la communauté rurale de Suelle sur les secteurs de l'agriculture, la santé, le développement durable et l'artisanat, signée le 6 décembre 2013 avec l'association Kassoumaï

CONSIDERANT les modifications apportées au projet global de 2013 (10 communes) porté par l'association Kassoumaï à savoir :

- Le retrait d'Houdan du projet global et l'engagement, seule, de la commune, dans la mise en place d'un projet de réhabilitation du réseau d'eau du village de Baïla
- La précision du poste de dépense « coordination » (3400 €) en « développement durable » (1800 €) et « coordination » (1600 €)

CONSIDERANT que cette modification porte le coût total des projets à 89 663 € (initialement 98 163 €) et le montant de la subvention de la CCPH à 17 932,60 € (initialement 19 633,60 €), répartie de la manière suivante sur les 3 années : 2013 : 5 997,60 €, 2014 : 5 957,60 € et 2015 : 5 978,40 €

CONSIDERANT que ces modifications doivent être intégrées par avenant, à la convention initiale, signée le 6 décembre 2013

CONSIDERANT le programme tri-annuel 2014/2015/2016 de réhabilitation du réseau d'eau de Baïla porté par la commune d'Houdan d'un montant total de 46 500 €, réparti comme suit : 2014 : 30 000 €/ 2015 : 14 000 €/

2016 : 2 500 € et pour lequel une subvention est sollicitée auprès de la CCPH,

CONSIDERANT les projets à financer par la CC Pays Houdanais sur l'année 2014 (au total 9727,60 €) pour un budget global inscrit au BP 2014 de 14 250 €, le montant de la subvention accordée à la commune d'Houdan ne pourra être que de 4500 € pour l'année 2014. Le différentiel attendu soit 1500 €, pourra être attribué sur l'année 2015

ARTICLE 1 : Approuve l'avenant à intervenir à la convention relative au programme tri-annuel 2013/2015 des projets communaux et actions sur l'ensemble des villages de la communauté rurale de Suelle sur les secteurs de l'agriculture, la santé, le développement durable et l'artisanat signée le 6 décembre 2013 avec l'association Kassoumaï, intégrant les modifications suivantes :

- retrait du projet de la commune d'Houdan

- précision du poste de dépense « coordination » en « développement durable » et « coordination ») ainsi que les incidences financières qui en découlent : un poste « développement durable » (1800 €) et « coordination » (1600 €), initialement un seul poste de dépense « coordination » à 3400 €,
- Modification du coût total des projets 89 663 € (initialement 98 163 €) et une subvention de la CCPH à hauteur de 17 932,60 € (initialement 19 633,60 €) sur les 3 années, répartie de la manière suivante : 5997,60 € pour 2013, 5957,60 € pour 2014 et 5978,40 € pour 2015

ARTICLE 2 : Autorise Monsieur le Président à signer l'avenant n° 1 à la convention de subventionnement signée le 6 décembre 2013 avec l'association Kassoumaï

ARTICLE 3 : Approuve la convention de financement 2014 à intervenir avec la commune d'Orgerus pour la construction d'une maternité dans le village de Djilacounda et autorise le Président à la signer

ARTICLE 4 : Approuve le programme tri-annuel 2014/2015/2016 de réhabilitation du réseau d'eau de Baïla porté par la commune d'Houdan d'un montant total de 46 500 € et décide de le soutenir financièrement à hauteur de : 4500 € en 2014, 4300 € en 2015 et 500 € en 2016

ARTICLE 5 : Autorise le Président à signer la convention à intervenir avec la commune de Houdan relative au financement du programme tri-annuel 2014/2015/2016 de réhabilitation du réseau d'eau de Baïla

ARTICLE 6 : Décide d'accorder pour l'année 2014, une subvention de fonctionnement d'un montant de 1700 € à l'association Kassoumaï.

8. ROUTE DU MESLES : CONVENTION ONF/CCPH

Mme Jean explique que la route du Mesles qui rejoint la RD936 au hameau du Mesles, via les lieux-dits « la colonie » et « la « Chesnaie » sur les communes d'Adainville et de Condé sur Vesgre est en très mauvais état.

Elle rappelle que dans les années 1970, les communes d'Adainville et de Condé sur Vesgre ont demandé à l'ONF de leur céder la partie de cette voie forestière située sur leur commune, l'autre moitié étant située sur la commune de Saint Léger en Yvelines.

La procédure de cession est allée à son terme sur les communes d'Adainville et de Condé mais pas sur la commune de Saint Léger.

Des travaux de réfection doivent être réalisés de manière urgente mais pour les faire de manière efficiente et pérenne ils doivent être faits sur toute la largeur de la voie, or la commune de Saint Léger en Yvelines ne veut pas financer la partie située sur son territoire (partie qui est la plus abîmée) et l'ONF non plus mais accepterait que la CC les fasse et les finance sur toute la largeur de la voie

Mme Jean insiste sur la nécessité de trouver une solution rapidement car la route, compte tenu de son état de détérioration et de dangerosité, a été interdite à la circulation, ce qui provoque un fort mécontentement des usagers, d'autant qu'elle est empruntée par de nombreux transports scolaires.

M. le Président précise que pour pouvoir faire ces travaux, une convention devra être signée avec l'ONF et des subventionnements sont actuellement recherchés pour assurer leur financement car ils n'étaient pas prévus au budget 2014. Leur réalisation pourra intervenir dès lors que ces financements seront obtenus.

9 QUESTIONS DIVERSES

- **Office de Tourisme :** M. le Président adresse ses félicitations à M. Bazire qui a été élu Président de l'Office de Tourisme du Pays Houdanais

- **Conseil communautaire :** M. le Président indique que la composition du conseil communautaire, suite au décès de M. le Roux maire du Tartre Gaudran, va être modifiée.

Le conseil communautaire, par application de l'arrêt SALBRIS du conseil constitutionnel de juin dernier, doit être composé de 57 délégués et non plus 43, les conseils municipaux des communes qui auront des délégués supplémentaires, doivent les désigner le 4 octobre au plus tard.

- **ALSH à Orgerus :** à l'issue des inscriptions à la fin du mois de juillet dernier, 11 enfants d'Orgerus étaient en liste d'attente dont 10 enfants de moins de 6 ans. Les parents qui n'acceptent pas que leurs enfants ne soient accueillis dans l'ALSH à Orgerus, ont vivement exprimé leur mécontentement durant l'été par mails, courriers et par voie de presse et au cours d'une réunion organisée à la fin du mois d'août.

M. le Président indique que la DDCS a été sollicitée pour qu'elle précise la capacité d'accueil de l'ALSH, ce qu'elle a fait conjointement avec la PMI, à l'issue d'une visite de l'équipement : accueil possible dans les locaux actuels : 50 enfants : 24 maternels 26 primaires. Cette habilitation permettrait d'accueillir 8 enfants maternels de la liste d'attente.

(La capacité actuelle est de 16 maternels – 33 primaires mais il y a 10 places primaires non utilisées)

La DDCS indique que la capacité pourrait être portée à 60 enfants en augmentant la surface des locaux par exemple en utilisant le restaurant scolaire en salle d'activité. La répartition serait de 24 maternels et 36 primaires.

M. le Président précise qu'une augmentation de la capacité d'accueil induirait un surcoût qu'il faudra financer, le prochain conseil communautaire aura à se prononcer sur ce point.

M. De Broissia indique que 10 enfants d'Orgerus n'ont pas pu être accueillis à l'ALSH et que la mairie a dû organiser une garderie pour les enfants inscrits en liste d'attente de l'ALSH, mais qu'elle ne la maintiendra que jusqu'au 31 décembre 2014. Il considère que l'augmentation d'enfants souhaitant utiliser l'ALSH est induite par une augmentation de la population.

M. Tétart considère que cette remarque est très intéressante car cela concerne toutes les communes et que la CC n'échappera pas à une réflexion sur une répartition de la taxe d'aménagement car on ne peut pas être dans une situation où les communes accordent des permis de construire, en perçoivent les recettes induites et placent la CC dans l'obligation de mettre en place et de financer les services à la population sans recettes complémentaires. Il faudra mener cette réflexion et lever les contradictions.

M. le Président souligne que l'incidence du choix du mercredi matin scolarisé sur l'augmentation de fréquentation des ALSH, ne peut être évincée et la CC avait alerté il y a plus d'un an, sur les difficultés que pouvait engendrer ce choix, difficultés que l'on rencontre aujourd'hui.

Il confirme qu'une réflexion sur la mutualisation des permis de construire, sur l'urbanisation future du territoire, voire d'un PLUI devra être entreprise.

Il indique qu'une présentation des règles d'un PLUI sera faite par la DDT à la fin du mois d'octobre 2014.

La séance est levée à 22H05